

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428
30 avril 1985
N°25 - 6 F 50

POUR UN HEBDOMADAIRE ROYALISTE

SAIGON TRAHISON

30 avril 1975, il y a dix ans : chute de Saïgon. Il y a dix ans «l'Occident», c'est-à-dire une fois encore les Etats-Unis d'Amérique, lâchait prise devant le totalitarisme communiste. Inutile de parler d'«équilibre nucléaire», de «stratégie» ou de «puissance des armes modernes»... c'est le moral qui avait lâché. L'abandon des Vietnamiens du Sud ne fut pas plus scandaleux que l'abandon des Européens de l'Est après la seconde guerre mondiale.

Pour une île de la Grenade sauvée d'une dictature à la cubaine (mais bientôt pourrie par les «investisseurs» yankees), combien de continents entiers ont été abandonnés à leur sort, à des dictatures éternelles comme seul le communisme sait en instaurer ?

La force du communisme n'est pas la cause de la faiblesse américaine. Partout les Américains ont abandonné leurs alliés, même en face des plus faibles ennemis, même là où la population leur était acquise (ainsi le Liban abandonné à la mainmise de la Syrie dont le dictateur peut ricanner : «Les Etats-Unis ont le souffle court».)

(suite en page 2)

QUAND MITTERRAND IMITE MONTAND

Après un mois d'avril riche en rebondissements politiques de toute sorte, avant une semaine marquée, sur le plan économique, par le sommet des pays industrialisés et à quelques jours du quatrième anniversaire de son élection à la présidence de la République on attendait de l'intervention de François Mitterrand dimanche soir sur TF 1 des explications sur les récentes décisions gouvernementales, des révélations sur la politique à suivre dans les mois à venir et un bilan de son action depuis 1981.

Quelle ne fut pas notre inquiétude dès les premières paroles d'Yves Mourousi ! De tout cela il ne serait pas question, le but de l'émission étant de «savoir ce que François Mitterrand pense d'un certain nombre de sujets d'actualité» et de faire découvrir aux Français l'homme privé qui se cache derrière le président. Mais au fil des minutes notre inquiétude se mua en satisfaction;

Mitterrand parla de tout, d'images de synthèse, de publicité, de mode, de smurf, de Michaël Jackson, enfin bref de sujets que l'on a rarement l'occasion de voir aborder par un président, mais aussi de politique intérieure, de sa future rencontre avec Reagan, de l'Europe, du tiers monde. Sans insister lourdement comme le font trop souvent les hommes politiques, il a essayé en termes nouveaux de faire passer un message qui lui tient à cœur depuis déjà longtemps.

Pour ce qui est de la politique intérieure il a réaffirmé son attachement à l'indépendance association de la Nouvelle Calédonie et confirmé que la mesure prise au cours de la semaine dernière, l'avait été en accord avec Laurent Fabius et Edgar Pisani en tenant compte des intérêts en présence. A cet égard, que l'on soit partisan de l'indépendance ou au contraire attaché

(suite en page 5)

DOUTEUX PERIPLE

Le voyage de R. Reagan en Allemagne Fédérale devait symboliser la réconciliation. Hésitations et contredits en ont fait une erreur; plus qu'une erreur, une sévère faute.

Soit R. Reagan se fait trop vieux et il devrait passer la main. Soit, R. Reagan est un Jean-foutre et l'on ne blâmera jamais assez son incurie. Qu'attendions-nous de la visite d'un chef d'Etat américain en terre allemande ? Qu'elle suscite de profonds débats, à la fois moraux et politiques, sur le douloureux passé de la RFA et sur ses efforts pour s'intégrer à la famille des nations démocratiques. Au lieu de cela, les gaffes du président des Etats-Unis n'ont entraîné que de vastes polémiques. Première faute : choisir de ne visiter qu'un cimetière militaire (ou de surcroît gisent d'anciens nazis). Seconde faute : justifier cette décision par un désastreux mélange entre les victimes directes de la guerre et les victimes indirectes (les soldats allemands). Et troisième faute, la plus grave peut-être : opter précipitamment pour la visite d'un camp d'extermination afin de rétablir l'équilibre (comme s'il pouvait exister un quelconque «équilibre» entre les bourreaux d'hier et leurs suppliciés).

Dans ce débat sur les inconsciences d'un homme, on oublie trop vite les Allemands eux-mêmes et la division entre ceux qui se rappellent et ceux qui oublient.

Les premiers ressentent encore le souvenir amer de leur conduite passée et reconnaissent leurs fautes ou celles de leurs aînés. Ils comprennent d'autant moins

la perpétuelle méfiance des autres pays à l'égard d'un Etat qu'ils ont bâti démocratique.

Les seconds, ceux qui se soustraient à la responsabilité de leur peuple dans la barbarie nazie, sont, hélas, beaucoup plus nombreux. D'aucuns cultivent un oubli volontaire; c'est ainsi qu'un hebdomadaire nationaliste (le «National Zeitung») peut arborer la croix de fer à sa une, publier de violents articles antisémites et figurer dans maints kiosques à journaux. D'autres se lancent dans la violence, le terrorisme (on n'a jamais compris, chez Baader et ses acolytes, cette volonté de rompre avec leurs aînés aux consciences surchargées pour créer une société totalement vierge du péché originel nazi).

Mais la plupart choisissent le silence et la comédie du bonheur insouciant. L'inquiétant «Hitler, connaît pas» est certes exagéré, mais il est vrai que, parmi les nouvelles générations, beaucoup n'ont de cette période qu'une connaissance très fragmentaire. Et ce ne sont pas quelques douteuses campagnes de presse (rapelons nous le «matraquage» à propos des Carnets d'Hitler) qui changeront les choses.

Cette situation rend malaisée la conciliation des deux impératifs : ne pas cultiver l'oubli, en considérant guerre et génocide comme un mauvais rêve, mais ne pas non plus montrer systématiquement du doigt nos cousins germaniques. Or tergiverser comme le fait R. Reagan par ses propos oiseux, c'est rouvrir bien des plaies et humilier le gouvernement allemand. C'est rentrer

comme l'éléphant (n'est-ce pas l'emblème républicain d'ailleurs) dans le magasin de porcelaines, là où réflexion et recul s'imposeraient. Décidément, l'ère Kissinger est bien révolue et les préoccupations de la vieille Europe semblent bien incompréhensibles à la nouvelle «morale» américaine.

Laurent GRANGERET

(suite de la première page)

SAIGON TRAHISON

On nous parle de changement spectaculaire des esprits américains. Au risque d'une contradiction apparente nous dirons que nous ne nous en réjouissons pas. Si M. Reagan a le sens de l'acte «noble», s'il se veut capable d'intervenir militairement (au Nicaragua peut-être), il lui reste à découvrir ce qu'est une politique étrangère (qui ne se fonde que sur l'expérience et l'Histoire). Sans cela il n'y aura que des bains de sang plus ou moins ignobles.

Au regard de la formidable puissance du plus riche pays du monde, l'absurdité de son incapacité à agir nous stupéfie.

F.A.

Sommaire : page 1 : Saïgon, trahison - Quand Mitterrand imite Montand - page 2 : Douteux périple - page 3 : Le journaliste et les massacres - page 4 : Le P.S., le P.S. seul - page 6 : Patrons et journalistes - page 7 : Débat - Francophonie - page 8 : La France se vend mal.

LE JOURNALISTE

ET LES MASSACRES

Souvenez-vous. Cela se passait il y a un peu plus de six mois. Presse, radio, télévision, partout l'Afghanistan à la une. Jacques Abouchar venait d'être arrêté par les Soviétiques et emprisonné à Kaboul. Les journalistes se mobilisaient pour défendre leur collègue - «un dangereux espion, chef d'une bande terroriste» selon les autorités locales - on se rappelait soudain qu'il y avait une guerre, là-bas, aux confins de l'Hindou-Kouch.

Depuis, Jacques Abouchar a été libéré, et on ne peut que s'en féliciter, mais la guerre n'a pas cessé. Pourtant, l'Afghanistan ne fait plus les gros titres de l'actualité, à peine quelques lignes de temps en temps dans «Le Monde». Etrange conception de l'information qui attache plus d'importance à l'arrestation d'un journaliste qu'aux massacres systématiques de villageois.

Les massacres, ils n'ont pas manqué, mais n'ont guère soulevé d'émotion dans la grande presse. Les troupes d'occupation soviétiques, constamment harcelées par la Résistance, multiplient les exactions et espèrent venir à bout de l'irréductible afghan par la terreur. Chaque opération de la Résistance est immédiatement suivie de sanglantes représailles qui visent particulièrement la population civile, soutien des modjaheddin. La plus brutale de ces actions a fait 570 morts dans la région de Kunduz, et ce n'est malheureusement pas un cas isolé. Le largage de femmes dévêtues, précipitées du haut d'un hélicoptère, semble être le

nouveau «jeu» des soldats soviétiques. Ces atrocités, destinées à maintenir un climat de peur permanente, ne représentent qu'une phase de la stratégie soviétique. La seconde consiste dans la destruction systématique des récoltes et des semences, avec la volonté de faire de la famine la plus efficace des armes de guerre.

Toutes ces violations délibérées des droits les plus élémentaires de la personne humaine n'ont pas empêché le P.C.F. de renouer avec le Parti Démocratique du Peuple Afghan, le parti du gouvernement fantoche de Kaboul. Sans doute, les communistes français estiment-ils comme H. Kayani, procureur général du Tribunal Révolutionnaire Spécial (et ancien chef politique des services secrets) que «les droits de l'Homme sont mieux respectés en Afghanistan que dans les démocraties occidentales... Le meilleur exemple en est qu'après l'attentat de l'aéroport de Kaboul un des 10 accusés n'a pas été exécuté, car son âge était en dessous de l'âge légal».

Mais ironiser sur l'attitude des communistes ne suffit pas, car le relatif silence des grands moyens d'information occidentaux - le chuchotement des entrefilets en pages intérieures - ne vaut guère mieux et relève de la complicité par négligence. Vouloir obtenir la libération de tout un peuple serait-il moins exaltant que de combattre pour la mise en liberté d'un journaliste ?

Le commandant Amin Wardak, chef militaire de la province du Wardak, déclarait, dans une lettre adressée en décembre 1984 à plusieurs chefs d'Etat et de gouvernements dans le monde : «La Résistance afghane est prête à se battre jusqu'à la victoire pour sa foi, sa liberté et son indépendance mais son combat ne triomphera que si les hommes, les peuples et les pays épris de liberté ne nous abandonnent pas et nous aident».

Faudra-t-il attendre l'arrestation d'un autre journaliste pour que l'on reparle de l'Afghanistan ?

Patrick PIERRAN

STALINISME

Ismail Kadaré est sans doute un écrivain de qualité. Mais c'est en stalinien de la pire espèce qu'il s'est senti obligé d'écrire au journal «Le Monde» (26 avril 85) afin d'y dénoncer les articles parus après la mort d'Enver Hodja et surtout, de tenir des propos injurieux et diffamatoires à l'encontre de Leka 1er et de l'institution monarchique.

M. Kadaré n'ignore pas que la Monarchie a été la condition du rétablissement de la démocratie en Espagne et que Leka 1er symbolise la lutte des Albanais contre la tyrannie marxiste d'Hodja et de ses successeurs. La peur panique d'une éventuelle chute de la dictature a fait perdre son sang-froid à celui qui est, en tout état de cause, l'écrivain officiel d'un régime plus qu'autoritaire.

A.S.

LE P.S., LE P.S. SEUL ?

Jean-Michel Baylet l'a échappé belle. Certes, il a été élu président du conseil général de Tarn-et-Garonne le 25 avril. Mais le parti socialiste aura vraiment tout fait pour l'en empêcher. Au-delà de considérations locales, c'est une éventuelle stratégie d'ouverture pour 1986 que les ultras du PS tentent actuellement de torpiller, au grand dam du MRG bien sûr, mais aussi du président de la République et de son premier ministre.

L'actuel secrétaire d'Etat aux relations extérieures et ancien président du MRG pouvait escompter une élection sans difficultés. La gauche ne détient-elle pas 21 des 28 sièges du conseil général du Tarn-et-Garonne ? Il suffisait pour cela que socialistes et radicaux parviennent à un accord afin «d'offrir» la présidence à l'une des deux formations. Las ! D'accord, point ! Le PS ne put se résoudre à abandonner un petit conseil général au bénéfice de ses alliés radicaux de gauche. Pire, il s'efforça, autant que faire se peut, d'interdire l'élection de Jean-Michel Baylet après que les radicaux eurent refusé de soutenir le candidat socialiste, Hubert Gouze. Que l'état-major de la rue de Solferino n'ait pas voulu faire preuve de compréhension à l'égard de ses néanmoins alliés est hautement significatif de l'état d'esprit actuel du parti. Sans parler de son aptitude à faire (volontairement ?) échouer toute velléité d'ouverture de la majorité politique au-delà de l'étroite frontière d'une gauche, peut-être «pure», mais certainement minoritaire à l'horizon des législatives de l'an prochain. Pour

un coût minimal, le PS avait l'occasion de démontrer une volonté de rassemblement allant au devant des pensées de Laurent Fabius (qui envisage très sérieusement de conduire une liste de «rassemblement républicain» dépassant le cadre du seul PS) et, probablement, de François Mitterrand désireux de retrouver la «majorité présidentielle» de mai 1981.

UN PARTI D'ULTRAS ?

Ce sacrifice minimum, le PS l'a rejeté. Pourtant, le MRG constitue la pièce initiale et symbolique de tout futur élargissement politique de la majorité. Dès lors, on peut se demander si le PS n'est pas saisi d'une frénésie «totalitaire». N'aspirerait-il pas à être l'unique parti rassembleur de la totalité de la gauche, mais de la gauche seule. Vidant le PC de sa substance électorale, absorbant les derniers militants du PSU (cf le ralliement du «courant Salvator»), étranglant électoralement le MRG, le PS peut très bien parvenir à ses fins. Mais il interdirait ainsi toute idée d'élargissement de l'assise gouvernementale, et se confinerait dans une position relativement forte mais nécessairement minoritaire. C'est une des branches de la double option qui s'ouvre aux socialistes. La plus «pure» idéologiquement mais la moins pragmatique et la plus néfaste au président de la République dans la perspective de l'après 86. Pourtant, nombreux sont ceux qui aspirent, avec une délectation un rien masochiste, à tomber à gauche plutôt que de

risquer une quelconque compromission intellectuelle. Et Pierre Mauroy d'écrire un livre s'intitulant «A gauche» (pourquoi pas «A gauche toute» ?) Et Jean Poperen de s'inquiéter des «opérations au centre». Et Lionel Jospin d'affirmer que si son parti «n'avait pas assez de sièges pour gouverner sur ses positions, à partir de ses valeurs, sur une politique de gauche (...) eh bien, il serait dans l'opposition !» L'autre branche de l'option, l'ouverture, la «troisième force», a pour l'instant peu de partisans déclarés au sein du PS. Seul Christian Goux a osé appeler publiquement au recentrage.

LE PS CONTRE MITTERRAND

Grande est la tentation élyséenne de profiter de la bonne image de marque du Premier ministre dans l'opinion. Mme Bouchardeau, membre du gouvernement, n'a-t-elle pas confié au «Monde» après sa démission du PSU, qu'elle verrait bien «une sorte de comité d'initiative de la majorité dirigé par le Premier ministre». Or, ce qui fait la force de Laurent Fabius, ce n'est pas tant un rôle de doctrinaire gardien du dogme qu'une image moderniste et, disons-le, social-démocrate. Si François Mitterrand repousse l'idée de listes PS dirigées par Lionel Jospin au profit de l'hypothèse «rassemblement républicain», le recentrage sera de facto réalisé. Mais l'exemple du Tarn-et-Garonne montre clairement, si besoin en était, que «l'égoïsme sacré» du Parti socialiste serait fort susceptible de faire échec aux éventuels desseins présidentiels pour 1986. C'est donc avant tout des siens que le Président devra se garder s'il désire voir se traduire électoralement la diversité idéologique et politique des forces qui assurèrent son succès voici quatre ans.

Antony SPANO

QUAND MITTERRAND IMITE MONTAND

au maintien de ce territoire dans l'orbite française, on ne peut que se féliciter de l'intention du président de la République de ne pas organiser de référendum dans la période de troubles actuels et ainsi d'éviter une guerre civile qui serait préjudiciable à la fois aux canaques et aux caldoches, mais encore à l'image de la France dans le monde.

En ce qui concerne la politique économique François Mitterrand a voulu mettre un terme aux bruits de dénationalisation qui courent depuis plusieurs semaines, en précisant premièrement que Renault ne serait pas dénationalisé, et deuxièmement que les groupes industriels nationalisés en 1981 présentaient aujourd'hui un bilan globalement positif. Enfin le président a annoncé la création de 100.000 T.U.C. supplémentaires. Si ces constatations sont encourageantes, elles ne doivent pas nous réjouir outre mesure car l'objectif premier des nationalisées de 1981 n'était de faire des bénéfices

mais de créer des emplois, or elles en ont plutôt supprimé. Quant au TUC, il s'agit d'un pis aller. Une politique économique volontariste dont l'action s'inscrirait dans le long terme serait préférable au pilotage à courte vue préconisé par l'actuel gouvernement. Mais pour y parvenir, un mandat de sept ans - et a fortiori de cinq ans auquel le président reste favorable - est insuffisant (1).

Enfin, pour clore ce chapitre consacré à la politique nationale, Mitterrand a rappelé son intention de rester quelque soit le résultat des législatives de 1986. On peut regretter que sur le sujet Mourousi n'ait pas été plus curieux, notamment en rappelant cette petite phrase prononcée le 16 avril devant les journalistes accrédités à l'Elysée : «Je prendrai la majorité que le pays me donnera». Mitterrand n'étant pas Juan Carlos on aurait aimé avoir des précisions sur ses intentions.

Pour ce qui est des Relations extérieures, le président a de nouveau insisté sur le rôle qu'il souhaitait voir jouer à la Communauté économique européenne en précisant : «Je suis carrément européen (...) Il faut qu'elle (l'Europe) aille vers son unité politique sinon elle se fera distancer par les Etats-Unis, le Japon (...). Je veux que la France soit magnifiée par l'Europe». Si une étroite coopération avec nos partenaires européens est nécessaire, elle est insuffisante compte tenu des données économiques actuelles et ce n'est pas une hypothétique unification politique qui pourra y remédier. Notre commerce extérieur doit se diversifier et se tourner de plus en plus vers d'autres régions du monde.

En revanche en ce qui concerne nos relations avec les Etats-Unis et le prochain sommet de Bonn, Mitterrand s'est montré ferme dans son intention de tenir tête à Ronald Reagan : il n'est pas pensable, a-t-il déclaré en substance, que de nouvelles négociations s'ouvrent sur la réglementation du commerce international, sans qu'au préalable ait été redéfini un nouveau système monétaire stable. En effet si elle n'insistait pas sur cet aspect, la France perdrait sa crédibilité auprès des pays du tiers monde fortement endettés.

Cependant l'intérêt (et la nouveauté) de cette émission ne résidait pas tant dans le message lui-même mais dans la manière dont le message était délivré car elle mettait en évidence l'intention du président de la République d'établir sur des bases nouvelles les conditions du dialogues avec les Français.

Patrice LE ROUE

POUR LE PROCHAIN NUMERO DE LYS ROUGE, NOUS PRÉVOYONS UN COMPTE-RENDU DU SOMMET DES SEPT PAYS INDUSTRIALISÉS, UN REPORTAGE SUR LES MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI A PARIS, UN ENTRETIEN AVEC DES MONARCHISTES ALBANAIS...

(1) Au début de l'émission il a pourtant déclaré : «sept ans, je suis en train de m'en apercevoir, c'est court». Ce n'est pas nous qui dirions le contraire.

PATRONS ET JOURNALISTES

Les journalistes sont des gens insupportables. C'est du moins l'avis des propriétaires de journaux. Dans l'affaire de «La Province», en Belgique, Hersant a appris que, pour peu qu'ils soient soutenus par leurs lecteurs et les diffuseurs, des journalistes peuvent faire échec à la voracité d'un magnat de la presse.

Lorsque Philippe Tesson a décidé de rétrécir l'équipe du «Quotidien de Paris» et surtout de reprendre personnellement en main la rédaction, il ne s'attendait sans doute pas à cette série de démissions de journalistes qui semblaient tout simplement mettre en doute le «professionnalisme» de leur patron. Dur !

Max Théret enfin, volant au secours d'un «Matin» en perte de vitesse, pensait que sa légitimité d'homme de gauche suffirait pour faire accepter une nouvelle équipe de direction. Mais se faisait-il tant d'illusions que cela ? Toute son action s'est tramée dans le silence troublé par des bruits de couloirs invérifiables puis soudain vérifiés après qu'ils eurent été démentis... Passe pour les tractations de rachat des parts de M. Perdiel, les coups d'argent supportent mal l'éclairage de l'actualité, surtout quand on ne sait pas exactement qui fournit cet argent...

Mais tergiverser ainsi avant d'oser avouer que l'on veut imposer Max Gallo (alors que Théret affirme tardivement : «dès le début j'ai souhaité que Max Gallo fasse partie des éléments qui participeraient à la direction du journal»), ce n'est pas franc. De deux choses l'une :

— soit la nomination de Max Gallo remet effectivement en cause l'indépendance de la rédaction parce qu'elle est voulue par l'Elysée qui fait nommer là l'ancien porte-parole du gouvernement pour mieux préparer les prochaines élections...

— soit cette nomination est tout à fait innocente et le mystère avait pour but de faire monter la tension, de pousser des cadres de la rédaction du «Matin» à craquer, afin de faire la place à une nouvelle équipe plus dynamique et alors ces méthodes de gestion du personnel sont d'un rare cynisme.

Nous ne croyons pas à l'innocence de Max Gallo. Celui-ci a beau s'exclamer qu'il «n'a de leçon d'objectivité à recevoir de personne», il a commis trop de bévues, il a fait montre de trop de sectarisme par le passé, sans parler de sa participation à la douteuse opération de Martin Gray dont il a rédigé les mémoires romancés («Au nom de tous les miens») trop longtemps présentés comme un document véridique...

Nous ne croyons point trop non plus à la suprême habileté du patron Théret qui n'a pourtant pas laissé un trop bon souvenir à ses employés d'extrême-gauche si l'on en croit certains tracts diffusés naguère par des militants trozkystes devant la FNAC.

Alors que va devenir le «Matin» ? Indépendant, il est sûr que ce journal l'a été. Trop peut-être au début du septennat où le ton antigouvernemental du quotidien de la rue Hérold a surpris plus d'un de ses lecteurs habitués, trop encore avec la brève apparition de J.-F. Kahn qui ne lui don-

na pas précisément une couleur de gauche. Mais depuis quelques mois, que pouvait-on reprocher au bon Guy Claisse ?

Il leur faut donc un journal à la botte ? Max Gallo le leur donnera, n'en doutons pas. Du moins si les journalistes et le public se laissent faire.

Paul CHASSARD

Notre ami Patrick Louis va prochainement soutenir sa thèse :

«CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DU MOUVEMENT ROYALISTE, L'HEBDOMADAIRE LA NATION FRANÇAISE - 1955 - 1967».

Cette étude de 500 pages environ pourrait être dupliquée à un plus grand nombre d'exemplaires que celui réclamé par l'Université, pour les amateurs éventuels.

Sachant que ce volume serait vendu aux alentours de 150 F seriez-vous d'accord pour en commander un exemplaire ?

Répondez-nous vite.

«Lys Rouge», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - Tél. : 297.42.57.

PETITES ANNONCES

► Patrice Le Roué vend un appareil photo «Canon AV 1» et un zoom «Makinon» 75-150. 5 ans. Parfait état. Prix 1600 F.

Tél. au journal l'après-midi sauf le mercredi.

► Un de nos adhérents vend un magnétoscope SHARP V.H.S. de 1984 (état neuf, encore sous garantie). Prix : 4.200 F. Téléphonez au journal.

Nous appelons tous nos abonnés à réagir dès aujourd'hui à l'expérience du «Lys Rouge» hebdo. Voici les premières lettres reçues.

Ayant reçu le «Lys Rouge-hebdo» et étant d'accord pour la poursuite de votre expérience, je désirerais qu'il paraisse en alternance avec «Royaliste». Je suis prêt, étant chômeur, à payer deux cent francs annuel pour l'abonnement.

J-P L

Ci joint un ordre de virement faisant suite à votre demande de financement de votre expérience du «Lys Rouge plus ou moins hebdo».

Remarque :

1/le premier numéro expérimental ne traite pas de sujets bien différents de ceux qui sont traités dans le «Royaliste» bi-mensuel,

2/Le «Lys Rouge» trimestriel garde sa raison d'être, car il pose plus de questions de fond en s'accrochant moins à l'actualité politique,

3/J'aimerais voir les sujets traités dans une perspective plus spécialement royaliste, comme le fait systématiquement B. Renouvin dans ses éditoriaux de «Royaliste».

P.L.

Je viens de recevoir le «Lys Rouge hebdo» et considère cette tentative comme intéressante et

louable sur le fond, néanmoins la méthode utilisée pour lancer ce projet est critiquable sur la forme.

Accord sur le fond : L'«édito» est à reprendre à la lettre. Il faut souhaiter que ce projet aboutisse: A/ former une équipe opérationnelle capable de se comporter «en professionnels du journalisme»,

B/ utiliser des compétences pluralistes à même d'appréhender un maximum de thèmes en termes nuancés et clairs.

Désaccord sur la forme : (...) La première critique qui me vient immédiatement à l'esprit c'est la captation d'un titre «Lys Rouge» qui jusqu'à présent était réservé au libre débat interne, ce qui ne semble plus le cas aujourd'hui, même si des considérations techniques et financières peuvent expliquer votre attitude (commission paritaire, frais...). Deuxième point : les diverses instances représentatives du Mouvement ne sont-elles pas placées devant le fait accompli ? Cela est-il de nature à développer une pratique participative et démocratique ? (...)

Un minimum de concertation s'imposait avant la mise en route de ce projet afin de tenir compte de l'ensemble des paramètres, exemples : Comment va se réaliser désormais le débat interne ? «Parisianisme» de fait (encore) de l'équipe rédactionnelle ? etc.

J-M. B.

Pour soutenir l'expérience du «Lys Rouge hebdo», réabonnez-vous par anticipation :

BULLETIN DE RÉABONNEMENT à retourner au
«LYS ROUGE», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

se réabonne au «Lys Rouge» et verse pour cela 45 F (normal) - 60 F (soutien) à l'ordre de «Royaliste».

FRANCOPHONIE (suite)

Voici la conclusion de l'article commencé dans le Lys Rouge numéro 24 bis.

Depuis, la situation économique est allée en se détériorant, tandis que les étudiants voyaient se dresser devant eux mille difficultés dues à leur niveau trop faible en français. Aujourd'hui, la barre s'est brusquement redressée. Les responsables malgaches n'hésitent pas à dire : «Langue de communication internationale, le français, qu'on le veuille ou non, fait partie de notre patrimoine culturel», et le président Ratsiraka de se lamenter : «Dommage, on n'étudie plus La Fontaine à Madagascar...» On dirait du Chevènement ! Pourquoi ce revirement ?

L'attitude nouvelle du gouvernement français y est sans doute pour quelque chose. La France sait qu'elle a un rôle essentiel à jouer dans la région. Ainsi est-elle désormais membre à part entière de la Commission de l'Océan indien, par la Réunion interposée, en compagnie de Madagascar, Maurice, et les Seychelles, les uns et les autres d'ailleurs plus ou moins francophones... Alors, même si le président malgache continue à affirmer (en français d'ailleurs) que «les motifs qui ont présidé à la naissance de la francophonie (lui) paraissent un peu suspects», il y aura bientôt davantage de coopérants français à Tananarive, plus d'heures de cours de français dans les écoles de l'île, de nouvelles bibliothèques fournies en livres français et une deuxième chaîne de radio émettant en français. C'est bien cela l'important et laissons le Président de la Commission culturelle et sociale du Conseil Suprême de la révolution, Justin Rakotonirainy, se persuader que «la réhabilitation de l'étude du français est une question d'intérêt, pas de sentiment»...

Philippe DELORME

LA FRANCE SE VEND MAL

Tsukuba, ville nouvelle de ce Japon millénaire, ce pays qui fonce vers l'avenir avec une ardeur et une rapidité extraordinaire. Tsukuba c'est aussi un mot magique puisque c'est le lieu d'exposition des technologies de pointe du monde moderne; c'est plusieurs dizaines de pays exposants et 16 millions de visiteurs attendus, d'industriels, d'acheteurs potentiels, pour un pays de 120. 000. 000 d'habitants.

De nombreuses émissions de radio et de télévision nous ont parlé de notre présence là-bas. La plupart se sont faites l'écho d'une certaine déception.

La France occupe pourtant une place de choix dans cette vitrine des techniques d'avenir. Dans le pavillon qui abrite nos stands le visiteur pouvait s'attendre à trouver les plus grandes réussites de l'industrie française tel le TGV ou le métro, la Peugeot 205 turbo 16 victorieuse dans tous les rallyes sportifs de l'année, le prochain avion de chasse de chez Dassault ou encore les réalisations ultra performantes de notre industrie agro-alimentaire (1er secteur exportateur du pays) sans oublier la «carte à puce» électronique et des réalisations où la France a largement sa part comme l'Airbus A 320... Et bien non, d'après les journalistes français qui reviennent de Tsukuba, il n'y a rien de tout cela !

Trois réalisations seulement :

— en premier lieu la fusée Ariane , réalisation européenne dont la France a été la cheville ouvrière,

— vient ensuite un système robotique très performant permettant à un malade paraplégique de commander de la voix l'ouverture d'une fenêtre ou d'une porte, la mise en route de la télévision et même de se faire servir à boire par l'intermédiaire d'un bras mécanique amenant le verre aux lèvres du patient. C'est à coup sûr une réalisation technique de premier ordre, 100% française qui permettra l'amélioration de la vie de ces grands malades. Malheureusement la démonstration de ce matériel est faite avec un mannequin parlant français et lorsqu'on sait que le meilleur moyen des Japonais pour protéger leur marché est le barrage de la langue, gageons que les visiteurs nippons assisteront à ces démonstrations comme à un spectacle de marionnettes.

— Enfin, dernière réalisation présentée : le véhicule de prospection sous-marine le plus performant du monde, permettant de descendre à une très grande profondeur; merveilleux instrument d'observation de la vie sous la mer et de l'évolution de la croûte terrestre. Mais, une nouvelle fois, aucune explication en japonais de la portée scientifique d'un tel instrument, aucune exposition portant

sur les richesses insoupçonnées des fonds marins, pas un mot sur les études sismiques que permet un tel engin et pourtant chacun sait que le Japonais est très sensible à tout ce qui peut aider à prévoir une secousse de son île ou un raz-de-marée.

A côté de cela, en guise de décor, un pavé authentique et un clou métallique de passage piétonnier, symboles des rues de la capitale française d'antan... Quelle inconscience des responsables français présents à Tsukuba de ne pas avoir conçu leur présence comme un moyen de se placer sur ce marché extrêmement difficile. La troisième révolution industrielle est en marche et l'industrie nationale souffre encore - les journalistes français ne peuvent que le constater - de son inaptitude à se vendre sur les marchés en expansion.

Allez cours Nippon, le vieux monde est derrière toi... au pavillon français de Tsukuba.

Didier LE ROUE

NDLR. Le 25 avril, Mme Edith Cresson a annoncé le lancement d'une E.N.A. du commerce : l'«Ecole Nationale d'Exportation». Nous sommes sauvés...